

Défilé militaire, défiance(s) balistique(s) et déclarations martiales : où va la Corée du Nord ?

vendredi 13 mai 2022, par [Olivier GUILLARD](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Olivier GUILLARD](#), **Défilé militaire, défiance(s) balistique(s) et déclarations martiales : où va la Corée du Nord ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 13 mai 2022.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

La Corée du Sud a investi le 10 mai 2022 son nouveau président. Yoon Suk-yeol engage son mandat de cinq ans alors que les relations avec la Corée du Nord traversent une nouvelle période de fortes tensions. Olivier Guillard fait le point sur la péninsule coréenne... où il est aussi question de missiles nucléaires.

C'EST un Kim Jong-un tout sourire qui, en tenue militaire blanche et or d'apparat de *Maréchal* [1] et le teint hâlé, présida dans l'austère Pyongyang en soirée du 25 avril 2022 aux célébrations du 90e anniversaire de la fondation de la *Korean People's Revolutionary Army* [2] (KPRA). Fussent-elles retardées d'une journée par une météo capricieuse peu propice aux spectacles de masse et autres performances artistiques, au défilé militaire et aux célébrations populaires à la gloire du régime, ces célébrations nationales hautement symboliques ont été l'occasion de brièvement replacer - dans une actualité mondiale accaparée par l'invasion russe en Ukraine et l'interminable pandémie de covid-19 - l'atypique capitale nord-coréenne sur la carte du monde. S'agit-il cependant de s'en féliciter ou au contraire d'en redouter à terme quelque suite moins engageante ?



De fait, ces dernières semaines, en se basant sur un calendrier politique nord-coréen balisé de multiples dates d'importance [3] comme autant de *prétextes* susceptibles de fournir au régime moult opportunités de provocations (cf. tir de missile balistique) et autres actions déstabilisantes, les observateurs de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) escomptaient une possible agitation particulière de la dictature héréditaire kimiste, redoutant notamment la reprise des essais nucléaires, après un moratoire unilatéral de cinq ans.

Début mai 2022, ce scénario alarmiste et sa dimension atomique n'ont pas pris forme, nonobstant l'existence de signaux [4] pouvant nourrir plus avant cette *possibilité* [5]. Pour autant, à l'image des propos tenus le 25 avril 2022 par le dictateur trentenaire et de l'impressionnant étalage de matériels militaires (balistiques notamment, avec en point d'orgue le *Hwasong-17* [6]) sur l'immense place Kim Il-sung de Pyongyang, on ne saurait traduire l'absence de provocation et autre aventurisme printanier douteux comme une manifestation de faiblesse ou de résignation de la dernière dictature stalinienne d'Asie. Tant s'en faut.

Lors de la 12e parade militaire [7] organisée à Pyongyang depuis son arrivée aux commandes de la RPDC voilà une décennie, Kim Jong-un prononça notamment les paroles suivantes, à

destination du voisin méridional (Corée du Sud) et de son plus lointain adversaire idéologique (Etats-Unis) : *“Les forces nucléaires, symbole de notre force nationale et cœur de notre puissance militaire, doivent être renforcées en termes de qualité et d’ampleur. Si des forces (extérieures) tentent de violer les intérêts fondamentaux de notre État, nos forces nucléaires devront accomplir de manière décisive une deuxième ‘mission inattendue’. La RPDC est maintenant totalement préparée à tout type de guerre”*.

En pleine guerre en Ukraine et évocations répétées du Kremlin quant à l’emploi possible (en cas d’interventions militaires extérieures) d’engins nucléaires tactiques, les experts de la Corée du Nord auront noté dans les propos du dictateur trentenaire (notamment le concept flou de *droits fondamentaux*) un possible *durcissement* de la doctrine nucléaire nord-coréenne, une évolution jugée *agressive* par certains observateurs (cf. professeur Park Won-gon de la *Ewha Womans University*), lesquels n’auront pas manqué de relever que ces saillies comminatoires ont été prononcées en tenue symbolique de Maréchal : *“Cela indique qu’il (Kim Jong-un) adoptera probablement une position extrêmement dure à l’égard du nouveau gouvernement sud-coréen de Yoon Suk-yeol [8], qui a exprimé une attitude belliqueuse à l’égard du Nord [9]”* décrypte Cheong Seong-chang [10], directeur du *Center for North Korean Studies* au prestigieux *Sejong Institute* (Séoul).

Pour rappel, un mois plus tôt (24 mars 2022), le moratoire nord-coréen sur les tirs de missiles intercontinentaux (ICBM) en vigueur depuis 2017 volait en éclat avec l’essai (réussi) d’une version a priori améliorée du - très médiatique désormais ... - missile balistique *Hwasong-17* [11], nouvelle fierté du régime... Mi-avril, dans la foulée du 110e anniversaire de la naissance - *Jour du Soleil* ; journée nationale fériée - du fondateur du régime, la Corée du Nord poursuivait une *frénésie* d’essais balistiques inédite depuis cinq ans en procédant à son 12e tir de missiles en lançant deux missiles à courte portée (SRBM) en direction de la mer de l’Est (mer du Japon) ; ce, alors que les forces militaires sud-coréennes et américaines s’apprêtaient à débiter leurs manœuvres militaires printanières conjointes [12] et que quelques jours plus tôt, un groupe aéronaval américain amené par le porte-avions *USS Abraham Lincoln* croisait en mer de l’Est...

Au printemps 2022, trois générations après la fin de la guerre de Corée (1950-1953), qu’en est-il à court terme des intentions, projets et attentes de la Corée du Nord vis-à-vis du voisin du Sud, de ses (rares mais influents) partenaires stratégiques (Chine et Russie), enfin, de l’ennemi américain tant honni et pourtant recherché [13] ?

Corée du Sud : (énièmes) turbulences à venir sur la ligne Séoul-Pyongyang

Le 28 avril 2022, trois jours après les célébrations au Nord du 38e parallèle et les incantations atomiques de Kim Jong-un évoquées plus haut, le ministère sud-coréen de l’Unification *invitait* les autorités du Nord à ne pas aggraver les tensions : *“Notre gouvernement et la communauté internationale maintiennent la position selon laquelle la Corée du Nord doit cesser tout acte susceptible d’exacerber les tensions, notamment le renforcement de ses capacités nucléaires, et revenir à la table des négociations [14]”*. Et Séoul, entre main tendue et fermeté (relative), d’ajouter à l’adresse de la dictature kimiste : *“La Corée du Sud poursuivra ses efforts pour parvenir à la dénucléarisation et à la paix dans la péninsule coréenne, en étroite coordination avec Washington, tout en surveillant de près le Nord”*.

De fait, au “*pays du Matin Calme*” ... et du voisinage agité, dans les premiers jours de mai 2022, un nouveau chef de l'Etat issu de la mouvance conservatrice (*People Power Party*) prendra ses fonctions à Séoul, dans la foulée de son succès au récent scrutin présidentiel (9 mars) remporté d'extrême justesse face au candidat (libéral) du parti au pouvoir, Lee Jae-myung [15]. Ancien procureur général, taxé par certains de ses contemporains et divers médias sud-coréens [16] de velléités populistes (sinon, pour les plus sévères, de *Trumpisme...*), le futur président Yoon Suk-yeol entend repositionner la politique nord-coréenne de la 10e économie mondiale sur un axe différent : et ce, très éloigné de la *Moonlight policy* chère à son prédécesseur, le très méritant et infatigable Moon Jae-in, auquel la remise d'un prix Nobel de la paix rendrait hommage à ses efforts incessants ces cinq dernières en faveur de la paix dans la péninsule ...

Avant son arrivée à la Maison Bleue le 10 mai 2022, le 13e président de la République de Corée a balisé sa vision à court terme des rapports intercoréens en distillant quelques touches concrètes de ses projets : en septembre 2021, il déclarait qu'il demanderait aux États-Unis de redéployer des armes nucléaires tactiques sur le sol sud-coréen en cas de menace militaire avérée du Nord [17] ; deux mois plus tard, Yoon Suk-yeol indiquait être favorable au déploiement de systèmes antimissiles américains THAAD en Corée du Sud [18], un sujet traditionnel *d'irritation* avec Pyongyang... et Pékin.

Plus récemment, alors que Pyongyang évoquait de son côté la possibilité de recourir aux armes nucléaires si d'aventure un conflit venait à opposer le Nord au Sud, l'ancien procureur général adepte des formules choc laissait entendre qu'une fois installé à la présidence, il n'hésiterait pas à ordonner des *frappes préemptives* contre les capacités nucléaires du Nord si Séoul venait à être menacée par ces dernières [19]...

A noter à ce sujet que la guerre en Ukraine débutée le 24 février 2022 replace au sud du 38e parallèle la question nucléaire dans le débat public [20], à la lumière de l'invasion par les troupes russes d'un territoire voisin ; de fait, à l'instar de Kiev, Séoul disposait fut un temps de capacités nucléaires militaires, avant d'abandonner son programme atomique dans les années 1970 ... en échange de garanties de sécurité par les États-Unis...

De quoi assurément tendre à nouveau les si sensibles rapports entre le Nord et le Sud ? Du côté de Pyongyang, on pourrait donc sous peu vite regretter le départ du président Moon Jae-in et sa politique de la *main tendue* ; le 22 avril 2022, la presse nord-coréenne (*Korean Central News Agency* ; KCNA) se faisait l'écho de l'échange de lettres récents entre Kim Jong-un et Moon Jae-in mettant notamment en exergue “*l'expression de leur profonde confiance*”... [21]

Une ‘confiance’ que le successeur de Moon Jae-in à la Maison Bleue semble à des lieues d'inspirer à la dictature voisine ; début avril 2022, l'influente sœur de l'énigmatique Kim Jong-un, la non moins ténébreuse Kim Yo-jong, partisane du franc parler et des paraboles au premier degré, donnait un avant-goût des crispations à venir entre Pyongyang et Séoul une nouvelle fois aux mains des conservateurs : tout en insistant sur le fait que la RPDC ne plébiscitait pas les hostilités avec son voisin du Sud, l'émissaire du *Maréchal Kim* précisa que si le choix des autorités sud-coréennes se portait sur une confrontation militaire directe avec le Nord ou sur des frappes préemptives sur le sol nord-coréen, la RPDC n'aurait alors d'autres options que d'engager ses forces nucléaires dans le conflit. [22]

Sans vouloir faire montre d'un quelconque pessimisme, on peine toutefois à imaginer un court terme fluide, serein, propice à un *printemps intercoréen* 2.0. Une fois le 13e président sud-coréen (conservateur et a priori très sceptique quant aux bénéfices d'une approche douce vis-à-vis du Nord) investi dans ses nouvelles fonctions, le retour de tensions et d'une atmosphère électrique de part et d'autre du 38e parallèle surprendrait hélas moins les observateurs.

Pyongyang - Washington : velléités réciproques de reprise de dialogue... et divergences rédhibitoires

Evoquant les récentes postures du régime nord-coréen suggérant la poursuite de ses ambitions balistiques et nucléaires, un porte-parole du Département d'Etat américain rappelait le 26 avril 2021 à Pyongyang : "*L'objectif des États-Unis reste la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne*" ; la *dénucléarisation*, un concept au cœur même des *discussions* (au point mort depuis février 2019) entre Washington et Pyongyang... mais dont les deux capitales n'ont pas précisément la même définition [23]...

Et, face à l'absence de toute interaction substantielle entre émissaires américains et représentants de la RPDC depuis le premier trimestre 2019 [24], le porte-parole de la diplomatie américaine de préciser à son auditoire que le Département d'État demeure convaincu, depuis l'entrée en fonction de l'administration Biden en début d'année dernière (janvier 2021), des dividendes réciproques à réengager *la diplomatie et le dialogue* avec l'ombrageuse Corée du Nord... Et de déplorer que cette dernière demeure 16 mois plus tard insensible à toutes les ouvertures américaines en ce sens... "*Nous ne nourrissons aucune intention hostile à l'égard de la RPDC. Nous restons ouverts à la diplomatie et au dialogue avec la RPDC dans le but de progresser vers cet objectif global*" [25].

Cette détermination à réenclencher - après l'avoir exhumée puis dépoussiérée avec soin... - une matrice de *discussion* (*négociation* apparaît ici comme un terme trop hardi, tant Pyongyang semble déterminée à ne rien céder de substantiel...) avec le Nord n'interdit pas parallèlement de maintenir en l'état le *partenariat stratégique* Etats-Unis / Corée du Sud. Un *partenariat stratégique* que le nouveau président Yoon Suk-yeol souhaite par ailleurs approfondir, notamment en alignant plus étroitement les positions sud-coréennes à l'égard de la RPDC sur celles avancées par Washington...

Relevons ici que le locataire de la Maison Blanche (le président américain Joe Biden) sera en visite officielle à Séoul le 21 mai 2022, une dizaine de jours après l'investiture à la Maison Bleue de son homologue Yoon Suk-yeol, pour ce qui sera leur tout premier sommet bilatéral.

Le 21 avril 2022, dans une logorrhée aussi familière qu'attendue, les autorités nord-coréennes se répandaient en critiques acerbes contre les manœuvres militaires conjointes américano-sud-coréennes printanières entamées quelques jours plus tôt, les présentant comme de coutume comme les "*préparatifs d'une invasion du territoire nord-coréen*". Et Pyongyang de rappeler la présence en mer de l'Est / mer du Japon du porte-avions *USS Abraham Lincoln*, premier déploiement du genre dans ce périmètre maritime entre Corée du Sud et Japon depuis cinq ans [26]...

En cette fin avril 2022 mêlant dans une logique paradoxale (à première vue) signaux

inquiétants, déclarations martiales (du Nord) et velléités subliminales de relance des discussions Corée du Nord / Etats-Unis d'Amérique, rien ne nous permet d'envisager avec certitude le court terme du binôme contre-nature Pyongyang - Washington. Les événements graves malmenant l'Ukraine et ses 44 millions d'habitants compliquent plus encore la donne, repoussant mécaniquement le dossier nucléaire nord-coréen - tout volatile et sérieux soit-il - d'un ou deux crans dans la liste des priorités immédiates de la Maison Blanche et du Département d'Etat...

De même, on voit mal le président J. Biden s'inspirer de quelque manière que ce soit de la *jurisprudence Trump* pour réengager Pyongyang dans une trame sérieuse et pérenne de discussions / négociations...

De Pyongyang à Moscou en passant ... par Kiev

De Séoul à Washington en passant par Tokyo ou Paris, selon l'avis de divers observateurs, les récents aventurismes balistiques et autres provocations de la RPDC s'inscrivent dans le cadre des efforts de Pyongyang visant à développer plus avant ses capacités nucléaires et balistiques et ainsi faire pression sur l'administration des Etats-Unis afin qu'elle concède, pour mieux *inciter* la dictature à revenir à la table des discussions, un allègement des principales sanctions économiques visant la Corée du Nord. [27]

De même, le conflit en Ukraine servirait indirectement les intérêts de Pyongyang et faciliterait la poursuite de ses errances balistiques du moment, la RPDC sachant notamment pouvoir compter au Conseil de sécurité sur l'attitude *complaisante* (euphémisme) de Moscou et de Pékin, ses deux paratonnerres diplomatiques et partenaires commerciaux privilégiés, pour parer le feu d'éventuelles nouvelles sanctions...

En *retour* de ces *bonnes grâces* acquises, les autorités nord-coréennes se rangent volontiers aux côtés du régime russe dans la *justification* (peinant à convaincre qui que ce soit, mais le principal est ailleurs...) de l'invasion du territoire ukrainien par les troupes de Moscou. Et la propagande d'Etat du Nord de reprocher à l'administration américaine et à l'OTAN "*d'ignorer les demandes raisonnables et légitimes de la Russie*", rejetant la faute sur Washington et ses alliés pour leur « *politique hégémonique* », leur « *autoritarisme* » et leur « *abus de pouvoir* ». N'en jetez plus...

Du reste, le 24 avril 2022, à la veille du 3e anniversaire du *sommet* Kim Jong-un / Vladimir Poutine de Vladivostok (25 avril 2019), la Corée du Nord s'engageait à élargir ses relations avec la Russie. Dans un registre ne faisant guère l'économie de la démagogie, le ministère nord-coréen des Affaires étrangères se plaisait à communiquer, pour la plus grande joie de Moscou, la déclaration (édifiante) suivante : "*Aujourd'hui, les relations RPDC-Russie, même face aux défis et aux pressions des États-Unis et de leurs forces vassales, continuent de se développer et de se renforcer ... et contribuent à assurer la paix et la sécurité dans la région et à établir un ordre international fondé sur l'indépendance et la justice*". Passons.

Entre velléités de provocation (mesurée) et real politik : Pyongyang et l'ombre de Pékin...

L'agitation nord-coréenne de ces dernières semaines n'a semble-t-il guère ému les autorités chinoises ; et divers spécialistes de cette imprédictible dictature héréditaire d'Asie orientale de noter que par le passé, en pareille situation, Pékin faisait montre de plus de préoccupations : qui en dépêchant alors dans la capitale nord-coréenne des émissaires censés (tenter de) ramener Pyongyang à la raison ou a minima de transmettre le *courroux*, la gêne ou l'incompréhension du partenaire chinois... ; qui encore en proposant ses *bons offices* et interagissant (en qualité de médiateur) avec les gouvernements sud-coréen ou américain...

"Par le passé, la Chine a accueilli de manière constructive les pourparlers à six [28] et était disposée à se joindre aux sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies contre les programmes nucléaires et de missiles de la Corée du Nord. Mais aujourd'hui, Pékin ne fait guère pression sur Pyongyang en matière de dénucléarisation ou de retour à la diplomatie" résume un professeur de la *Ewha Womans University* de Séoul ; une posture détachée sinon de retenue qui pourrait toutefois être revue à la hausse si d'aventure la RPDC mettait dans les faits un terme à son moratoire sur les essais atomiques (en vigueur depuis l'été 2017 et son 6e et dernier essai à ce jour) et procédait à un nouveau test nucléaire...

Pour rappel, dans le contexte particulier des premiers jours de l'invasion russe en Ukraine en février dernier, le président chinois Xi Jinping soulignait *"l'importance de la coopération entre Pékin et Pyongyang"* [29] ; et l'homme fort de la République populaire de Chine de préciser à son homologue de la République populaire démocratique de Corée que Pékin était disposée à *"développer les relations d'amitié et de coopération entre la Chine et la RPDC dans une nouvelle situation/configuration"*, sans trop étayer son propos abscons...

Quelques jours plus tôt [30], Kim Jong-un adressait un message au président Xi Jinping pour le féliciter du succès des olympiades hivernales organisées en février 2022 à Pékin [31] ; des JO durant lesquels la Corée du Nord s'était *abstenue* de procéder à divers aventurismes balistiques alors que le mois précédent, elle s'était livrée à une orgie de tests (pas moins de sept tirs de missiles...). Relevons pour se convaincre de la *proximité* du moment entre les voisins chinois et nord-coréens, le fait que fin mars, alors que la Chine déplorait une catastrophe aérienne meurtrière (crash d'un avion de la *China Eastern Airline* avec 132 personnes à bord), Kim Jong-un adressait un message de condoléances au président Xi Jinping et à la population chinoise.

Notons également ici la reprise manifeste au 1er trimestre 2022 du commerce bilatéral sino-nord-coréen (exportations chinoises + 57 %) [32], si crucial pour l'économie nord-coréenne (une des douze plus *modestes* de la région Indo-Pacifique), après deux années de vache maigre et d'échanges commerciaux des plus limités (total d'à peine 300 millions d'euros en 2021 [33] ; soit 10 % de la volumétrie pré pandémie...) du fait de la pandémie de Covid-19 et de la fermeture des frontières Chine [34] / Corée du Nord. [35]

Enfin, le 29 avril 2022, la presse d'Etat nord-coréenne [36] annonçait *fièrement* la reprise - après une pause de sept ans (!) [37] - d'une foire commerciale internationale organisée conjointement à Dandong [38] (province chinoise du Liaoning) par la Corée du Nord et la Chine ; un événement en soi, aussi modeste soit-il : il s'agit en l'occurrence du 1er événement international co-organisé par le régime depuis le début de la pandémie (laquelle, officiellement

selon Pyongyang, aurait *miraculeusement* épargné la RPDC et ses 25 millions de citoyens...) deux ans plus tôt...

Généralement habile à manier la *carte chinoise* à son profit - ainsi que la *carte russe*, dans d'autres circonstances... - quand cela sert directement ses intérêts, Pyongyang a probablement tout à gagner à court terme à demeurer dans les meilleurs termes possibles avec les autorités chinoises et à louer à la moindre occasion le président Xi Jinping. Cela ne saurait en soi coûter grand-chose à la dictature du Nord ni desservir les desseins (encore incertains) de son dirigeant Kim Jong-un, en quête de soutien(s) extérieur(s) pour ses divers projets prioritaires, au premier rang desquels obtenir de l'administration américaine et des Nations unies la levée des sanctions pénalisant le plus durement son économie exsangue. Nulle trace en revanche du côté de Pyongyang d'un quelconque empressement printanier à engager avec sérieux et conviction la très complexe autant que tortueuse entreprise de *dénucléarisation*, pourtant si chère à Washington...

Copyright Mai 2022-Guillard/Diploweb.com

P.-S.

Spécialiste de l'Asie, chercheur au CERIAS (Université du Québec à Montréal), Olivier Guillard est notamment l'auteur de divers ouvrages de géopolitique dont *Que faire avec la Corée du Nord ?* (Nuvis ; 2019), *De l'impasse afghane aux errances nord-coréennes* (Nuvis ; 2016), ou encore *Les derniers jours (au pouvoir...) de Kim Jong-un : Demain, la Corée du Nord libérée de la dictature ?* (Amazon, 2019).

Titulaire d'un Doctorat en droit international public de l'Université de Paris XI, il est aussi directeur de l'information de la société Crisis24 (GARDAWORLD), un cabinet de conseil et d'ingénierie spécialisé dans l'analyse et la gestion des risques internationaux.

Notes

[1] Un des nombreux titres officiels - cf. président de la Commission des affaires de l'Etat ; secrétaire général du Parti du travail de Corée - dont aime à se parer, selon les circonstances, Kim Jong-un.

[2] A l'origine, la Korean People's Revolutionary Army (KPRA) ou Armée révolutionnaire populaire coréenne était une force de guérilla antijaponaise créée au début des années trente par Kim Il-sung, le *père fondateur* de la RPDC.

[3] 11 avril : 10e anniversaire de l'accession au pouvoir de Kim Jong-un (au décès de son père Kim Jong-il). 15 avril : 110e anniversaire de la naissance (*Jour du Soleil* ; journée nationale férié) de Kim Il-sung (grand-père de Kim Jong-un). 25 avril : 90e anniversaire de la fondation de l'Armée révolutionnaire populaire coréenne.

[4] On pense ici notamment aux travaux observés ces dernières semaines sur le site nucléaire de Punggye-ri (dont une partie avait été 'neutralisée' en amont du 1er sommet Kim Jong-un / D. Trump en 2018).

[5] "Continued restoration work spotted at N. Korea's nuclear test site", *Yonhap*, 29 avril 2022.

[6] Joyau de l'arsenal balistique de la RPDC, ce missile intercontinental (ICBM) a été à nouveau testé en condition réelle le 24 mars 2022, provoquant l'émoi de Séoul et des critiques appuyées du concert des nations.

[7] Il s'agit en revanche du premier défilé militaire majeur organisé pour l'anniversaire de la création de l'armée nord-coréenne.

[8] Le successeur à la Maison Bleue - la présidence sud-coréenne - du président sortant Moon Jae-in (libéral ; partisan d'un dialogue et d'un engagement vis-à-vis de la RPDC), au terme de son mandat quinquennal début mai 2022.

[9] *The New York Times*, 26 avril 2022.

[10] Rencontré par l'auteur lors d'une mission d'étude dans la capitale sud-coréenne.

[11] Un ICBM (missile balistique intercontinental) mobile routier à propulseur liquide ; 26 mètres de long ; 2,7 mètres de diamètre ; portée théorique : 15 000 km. Capacité nucléaire.

[12] Dans un format particulier ; essentiellement effectuées par simulations informatiques.

[13] A tout le moins pour ce qui est des conditions idoines (selon Pyongyang) pour une reprise des discussions / dialogue entre la dictature et l'administration américaine (démocrate).

[14] *Yonhap*, 28 avril 2022.

[15] La Constitution sud-coréenne limite à un mandat quinquennal unique la fonction présidentielle ; de 2017 à 2022, le libéral Moon Jae-in occupait ce poste.

[16] A l'instar du *Korea Herald* du 2 mars 2022 titrant : "Is Yoon Suk-yeol the South Korean Trump ?"

[17] *Yonhap*, 22 septembre 2021.

[18] *South China morning Post*, 12 novembre 2021.

[19] *The New York Times*, 26 avril 2022.

[20] "Pyongyang's nuclear threat", *The Korea Herald*, 29 avril 2022.

[21] Kim Jong-un et son homologue sud-coréen Moon Jae-in se sont rencontrés à trois reprises pour autant de sommets bilatéraux intercoréens : dans le village frontalier de Panmunjom en avril 2018 (signature de la "déclaration de Panmunjom") ; à Panmunjom à nouveau le mois suivant. Enfin, en septembre 2018 lors de l'historique visite à Pyongyang

du chef de l'Etat sud-coréen.

[22] *Reuters*, 4 avril 2022.

[23] Washington entend par *dénucléarisation dans la péninsule coréenne* le démantèlement complet des capacités nucléaires du Nord ; de son côté, le régime nord-coréen inclue dans ce *principe* (sans souscrire de quelque manière que ce soit à l'idée d'abandonner un jour son assurance-vie atomique...) l'absence dans la péninsule de toute capacité nucléaire militaire... possiblement déployée par les forces américaines...

[24] Et le très infructueux sinon contreproductif 'Sommet' Trump - Kim Jong-un de Hanoi (Vietnam) de février 2019.

[25] *The Korea Times*, 26 avril 2022.

[26] Fin 2017, au plus fort de l'inflation de tirs de missiles balistiques et des tests atomiques menés par la RPDC, l'administration américaine avait ordonné le déploiement sur zone de trois groupes aéronavals autour des porte-avions *USS Ronald Reagan*, *USS Theodore Roosevelt* et *USS Nimitz*.

[27] *The New York Times*, 26 avril 2022.

[28] Un mécanisme collégial de discussion associant entre 2003 et 2009 la Chine, les deux Corée(s), les Etats-Unis, le Japon et la Russie, dans le dessein de trouver une solution pacifique aux problèmes de sécurité en lien avec le programme nucléaire nord-coréen.

[29] *France 24*, 26 février 2022.

[30] *Yonhap*, 22 avril 2022.

[31] Auxquelles ne purent prendre part les sportifs nord-coréens, le Comité international olympique (CIO) n'ayant pas autorisé la RPDC à présenter des athlètes à Pékin pour avoir refusé de participer aux JO d'été organisés à Tokyo en 2021.

[32] *NK News*, 18 avril 2022.

[33] *South China Morning Post*, 10 avril 2022.

[34] Pour rappel, la Chine est (de très loin) le 1er partenaire à l'export comme à l'import (+ de 90 % du total) de la Corée du Nord.

[35] *38 North*, 23 mars 2022.

[36] *Korean Central News Agency* (KCNA).

[37] Une interruption consécutive au vote par Pékin en 2016 de résolutions onusiennes sanctionnant les errances nucléaires de Pyongyang.

[38] Ville frontalière chinoise de 2,4 millions d'habitants, située 235 km (par la route) au nord-ouest de Pyongyang.